

Le Président

Marseille le 16 décembre 2025

Monsieur le directeur général,

Je vous prie de trouver, ci-dessous, l'avis émis par notre assemblée plénière de la CRSA sur les propositions du nombre de professionnels de santé à former « médecine, odontologie, pharmacie et maïeutique » pour 2026 - 2030.

Avec mon cordial souvenir.

Le président de la CRSA PACA



Christian Dutreil



**Secrétariat de la Conférence Régionale
de la Santé et de l'autonomie Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Suivi du dossier : Service démocratie en santé
Courriel : ARS-PACA-DEMOCRATIE-SANITAIRE@ars.sante.fr

Téléphone : 04 13 55 83 74

AVIS DE LA CONFERENCE REGIONALE DE LA SANTE ET DE L'AUTONOMIE RELATIF AUX :

**Propositions du nombre de professionnels
de santé à former « médecine,
odontologie, pharmacie et maïeutique »
pour 2026 - 2030
16 décembre 2025**

Destinataire | Le directeur général de l'agence régionale de santé

Pour information | Avis public

La CRSA s'est réunie en Assemblée plénière le 16 décembre 2025.

Le quorum étant atteint, elle a pu donner son avis sur " les propositions du nombre de professionnels de santé à former « médecine, odontologie, pharmacie et maïeutique » pour 2026 - 2030 ".

L'objectif quantifié pour les formations :

Pour la profession des médecins, la conférence a constaté que le nombre de médecins a augmenté de 7,7% depuis 2015 ; malgré cette augmentation, les zones connaissant une difficulté d'accès aux soins ont continué à croître.

Cette situation pose deux questions : où s'installent les nouveaux médecins et que font-ils ?

La conférence demande qu'une évaluation approfondie soit faite de tous les dispositifs d'installation des médecins. Ils semblent ne pas conduire à une répartition meilleure des médecins sur le territoire, pour quelles raisons ?

La conférence demande aussi que les études sur la démographie médicale se penchent réellement sur la provenance des nouveaux médecins dans la région : jeunes nationaux formés dans d'autres régions, jeunes français et étrangers s'installant en PACA après avoir suivi leurs études dans d'autres pays ; et où s'installent ces nouveaux médecins ? Le conseil de l'Ordre dispose de données sur ces lieux de formation. Il peut être utile de les mettre à jour régulièrement et de pouvoir analyser leur évolution. N'oublions jamais qu'une des clés d'une meilleure répartition territoriale résulte aussi des politiques d'attractivité mises en place par tous les acteurs locaux, voire par exemple la situation des Hautes Alpes.

Une seconde recherche doit être menée sur le volume d'activité et le temps de travail des médecins. Il est clair que les nouvelles générations ont, ou semblent avoir, une moindre activité que leurs prédécesseurs : forte féminisation, souci justifié d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, travail des deux membres des couples, etc...

Au-delà du nombre de médecins, il convient aussi de mieux connaître leur type d'activité : quelle part prise par les activités non "classiques" et non prises en charge par l'assurance maladie, même si elles peuvent apporter une réponse à des patients : ostéo-thérapie, acupuncture, homéopathie, etc..., mais aussi chirurgie esthétique pour les dermatologues, etc...

L'assurance maladie, l'Etat et les Ordres ont un rôle à jouer afin d'améliorer ces connaissances. Je rappelle que l'ORS PACA et d'autres partenaires doivent fournir en juin une étude de ce type pour un panel de médecins.

Il semblerait aussi que les structures de soins coordonnés correspondent souvent au choix préférentiel des professionnels.

Pour les autres professions, quelques réflexions sont faites :

- Kinésithérapeutes : il semble, là aussi, que de nombreuses installations proviennent de professionnels formés à l'étranger ou dans d'autres régions. Une connaissance de ces mouvements peut être intéressante. Voir l'avis sur le zonage des MK donné par la conférence du 30 avril 2025.
- Maïeutique : compte tenu de la baisse de la natalité, il convient d'augmenter la politique de prévention et de suivi de la grossesse et de la petite enfance, ainsi que d'autres populations particulières comme cela se fait pour des personnes en situation de handicap. Ces professionnels ont un rôle majeur à jouer.
- La fermeture de pharmacies, en zone rurale surtout, provient-elle d'une insuffisance de pharmaciens intéressés ou seulement de facteurs économiques et d'attractivité de ces zones ? Ce phénomène était notamment signalé dans le Var et les Alpes maritimes. Cela peut amener aussi à développer les actions de prévention et d'éducation sanitaire à confier aux pharmaciens, avec une rémunération adéquate.

Avec ces commentaires et ces souhaits, la CRSA donne un avis favorable aux propositions de formation.